Les nouveaux enjeux de la laïcité

Dans le cadre du cycle de conférences « Religion et processus de modernisation dans le pourtour méditerranéen », sous la direction de Cherif Ferjani, l'IRMC a reçu en février 2012 l'historien Jean Baubérot sur la question de la laïcité. La laïcité avait été définie par une neutralité de la puissance publique par rapport aux religions, une indépendance et liberté de tous les cultes, et une égalité de tous les citoyens devant la loi, qu'ils soient croyants ou non. Il en est ressorti une vision de la laïcité comme celle d'une liberté de croire ou de ne pas croire, en équilibre instable et en tension constante entre des enieux sociaux, institutionnels. politiques, identitaires. Selon les sociétés concernées, il y a donc une histoire des laïcités et de leur gouvernance politique (de la laïcité autoritaire, à la laïcité « d'accommodements » ou de séparation). Dans le prolongement de cette conférence et du débat qu'il a suscité, l'IRMC a invité le philosophe Henri Pena Ruiz, maître de conférences à l'IEP de Paris, Professeur des classes préparatoires et auteur de nombreux ouvrages sur la laïcité.

Le conférencier a souhaité aborder la question de la laïcité en relation avec celle de la construction et de l'émancipation démocratique, dans des sociétés qui fabriquent des richesses en produisant de la pauvreté. Il explique en ce sens que l'imputation du chômage aux vagues d'immigration constitue une erreur intentionnelle, des campagnes antisémites avant même été conduites au nom de la lutte contre l'immigration.

Selon Henri Pena-Ruiz, la laïcité n'est pas antireligieuse. Elle ne demande pas aux religions de disparaître mais plutôt de se vivre sur un mode de choix personnel qui n'englobe que leurs croyants. Elle est un « idéal à travers lequel les croyants des diverses confessions et les athées ou non croyants doivent avoir le même droit ». La thèse laïque vise à « faire vivre ensemble des gens de traditions et de pensées différentes ». La diversité si elle est pratiquée dans l'égalité, devient alors richesse. Elle renvoie à un principe d'unité à partir de nos diversités sans les gommer mais sans que l'une ou l'autre soit dominante (ex pluribus unum).

L'unité de l'humanité est plus importante que ses différences dans la mesure où ainsi que l'explicitait Liebniz, elle est commandée par la raison dans sa capacité d'analyser le réel et d'agir aussi efficacement que possible. À cet égard le concept de race perd sa pertinence puisque nous avons la raison. Et c'est en vertu de cette raison qu'il existe, selon Henri Pena-Ruiz, un principe de neutralité qui veut que toute constitution s'interdise de choisir une religion : « Ni la religion ni l'athéisme n'y doivent être officiels. C'est le neuter, ni l'un ni l'autre ». Et c'est à ce titre, selon notre conférencier, que la laïcité unit les humains non par ce qui les soumet, rappelant au passage qu'elle fut conquise contre le christianisme historique, mais par ce qui les élève.

C'est selon ces principes que l'espace public organise le vivre ensemble dans le cadre de deux approches de la culture, l'une statique et l'autre dynamique.

La première est celle de la culture comme tradition, qui concerne les trois monothéismes. On y trouve le principe de la domination de l'homme sur la femme tant dans la Bible juive que dans l'épitre de St Paul (« Femmes soyez soumises à vos maris »), ou dans le Coran (« La femme a un degré de préséance de moins que l'homme »). Dans la culture comme tradition, la loi civile qui régit les rapports humains est dictée par la loi divine et débouche sur « le fanatisme politico religieux, lorsqu'une religion se veut privilégiée sur les autres » (« l'annexion des terres palestiniennes aujourd'hui se prétend fondée sur la Bible »).

La seconde concerne la culture dynamique processus comme



réappropriation de la tradition. Elle a le droit d'en mener une analyse historique et de la critiquer en tant que pensée dictée par les préjugés d'une époque. Il faut alors prendre en compte l'historicité d'une période (« on ne peut plus en rester à l'idée société patriarcale »). Et d'une l'intervenant de préciser : « Si Dieu est éternel, comment peut-il épouser les préjugés d'une époque ? ». Il pose alors la question du travail d'interprétation mené par Averroès : « Quand un verset du Coran heurte ma raison je dois l'interpréter ». De même Spinoza récuse l'idée du peuple élu car quid des autres peuples ?

Henri Pena Ruiz montre bien à ce propos qu'une telle possibilité d'interprétation réside précisément dans la culture comme une norme universelle qui relève de l'histoire et non de la nature. Les

différences entre les peuples sont liées à leur histoire culturelle. Plus encore, Pena-Ruiz explique que la culture assure cette capacité de mise à distance et de réappropriation, que constitue la révolte comme outil de libération du joug de la domination. « L'émancipation c'est l'ex mancipatio, la sortie de la dépendance paternelle, lorsque le peuple sort de la dépendance du Prince et se donne à luimême sa propre loi ». Cette loi, celle de la liberté en société, de « la mise en compatibilité des libertés », se trouve construite par l'histoire que font les hommes, celle d'une historicité qui s'oppose ainsi à toute histoire transcendante ou naturelle qui « ne produit aucune espèce de loi durable ». Cette historicité correspond à la quête dite « démocratique » du principe d'égalité qui marque la souveraineté du peuple (« le seul référent qui transcende les cultures c'est l'universalité des droits humains »).

Dans ce contexte, Pena-Ruiz décline plus précisément le principe de la république laïque : « Libre à ceux qui croient de croire et à ceux qui ne croient pas de ne pas croire... Ce qui est respectable ce n'est pas la croyance mais la liberté de croire ».

Mais, et le conférencier conclut sur ce qu'il abordait d'entrée de jeu : cette république laïque productrice de richesses peut aussi exclure socialement et économiquement, entraînant alors des phénomènes de régression identitaire et compensatoire, et un retour sur la première conception de la culture statique, par un repli sur les traditions et sur les communautés, et sur une loi transcendant la condition des hommes. Le cœur du débat qui suivit cette conférence, demeure remarquable par la confrontation suscitée et provisoirement sans réponse. Cette interrogation d'un participant témoignera : « On pense ici qu'il existe une identité homogène de toute la société. Mais il n'y a pas suffisamment de rapport de force dans notre société entre ceux qui autorisent à croire ou non. L'identité sociale est conçue en Islam comme majoritaire. Il n'existe pas de rapport de force qui permette d'inverser la valeur. On ne peut plus poser la question en termes de croyants et de non croyants puisque tout le monde est musulman ».

Comment alors envisager le critère de la laïcité qui serait de ne plus produire de la loi sur la vie des êtres, dans un contexte où l'identité nationale se construit autour d'une religion homogène et structurante d'une identité collective ?

Pierre-Noël Denieuil